



FONDATION JEUNESSE AVENIR ENTREPRISE

Fondation reconnue d'utilité publique

60 Avenue Jean Mermoz
69372 LYON CEDEX 08

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2022



FONDATION JEUNESSE AVENIR ENTREPRISE

Fondation reconnue d'utilité publique

60 Avenue Jean Mermoz
69372 LYON CEDEX 08

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022

Aux membres de la Fondation,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation Jeunesse Avenir Entreprise, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.



III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres de la fondation.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.



VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 30 mai 2023

Le Commissaire aux comptes
implid Audit

Thibault CHALVIN
Associé

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/22	Net au 31/12/21
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	40 729	40 729		
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	960 489	960 489		
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains	166 718		166 718	
Constructions	980 876	564 040	416 837	529 059
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	151 274	123 984	27 290	36 982
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	194		194	194
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	4 957		4 957	4 957
Total I	2 305 238	1 689 242	615 996	571 192
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	375 257	34 570	340 688	301 005
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	44 945		44 945	24 647
Divers				
Valeurs mobilières de placement	111 360		111 360	109 720
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	5 844 054		5 844 054	5 365 273
Charges constatées d'avance	30 512		30 512	28 844
Total II	6 406 129	34 570	6 371 559	5 829 489
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	8 711 367	1 723 811	6 987 555	6 400 682

Bilan

	Net au 31/12/22	Net au 31/12/21
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	5 426 538	5 426 538
Première situation nette établie		
Fonds statutaires	4 626 719	4 626 719
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise	799 818	799 818
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves	61 399	
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	61 399	
Autres réserves		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	410 588	61 399
Situation nette (sous-total)	5 898 525	5 487 937
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	5 898 525	5 487 937
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	29 293	
Total II	29 293	
PROVISIONS		
Provisions pour risques	515 301	380 030
Provisions pour charges		
Total III	515 301	380 030
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	5 419	11 789
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	45 211	86 459
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	325 322	284 243
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	47 915	23 823
Produits constatés d'avance	120 570	126 402
Total IV	544 436	532 715
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	6 987 555	6 400 682

Compte de résultat

	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et de services	2 546 605	2 440 907
Ventes de biens	9 307	6 158
Ventes de prestations services	2 537 298	2 434 749
Produits de tiers financeurs	199 679	4 245
Concours publics et subventions d'exploitation	191 062	
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières	8 617	4 245
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	105 188	18 101
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	8 750	6 179
Total I	2 860 223	2 469 433
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	487 874	392 746
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	184 884	188 594
Salaires et traitements	1 018 494	1 045 346
Charges sociales	516 083	481 997
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	69 601	92 033
Dotations aux provisions	228 233	188 402
Reports en fonds dédiés	29 293	
Autres charges	14 632	18 667
Total II	2 549 095	2 407 785
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	311 128	61 647
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	6 767	5 330
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets / cessions de valeurs mob. de placement		
Total III	6 767	5 330
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
Total IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	6 767	5 330
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	317 895	66 977
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises provisions, dép., et transferts de charge	92 728	
Total V	92 728	

Compte de résultat

	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		5 578
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions	34	
Total VI	34	5 578
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	92 694	-5 578
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	2 959 717	2 474 762
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII))	2 549 128	2 413 363
EXCEDENT OU DEFICIT	410 588	61 399
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : JEUNESSE AVENIR ENTREPRISE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 6 987 555 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 410 588 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 14/04/2023 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Créée à Lyon en 1992 à l'initiative de chefs d'entreprise du Rhône, la Fondation JAE est née avec une mission : donner aux jeunes et aux adultes les moyens de choisir et construire tout au long de leur vie leur avenir professionnel.

Elle est aujourd'hui un concepteur d'outils d'aide à l'orientation reconnu, au service des structures et des professionnels qui accompagnent leurs publics dans leur information, leur réflexion et leur projet.

Avec un ancrage territorial au plus près des structures utilisatrices pour la diffusion des outils et la formation à leur utilisation (Lyon, Paris, Bordeaux), la Fondation JAE développe des outils numériques adaptés aux différentes étapes de l'orientation tout au long de la vie (éducation à l'orientation, insertion professionnelle, transition professionnelle) et types d'accompagnement associés.

La majorité de ces outils sont rassemblés sur le portail web Parcouréo.

Elle s'investit également dans des projets en partenariat avec des acteurs institutionnels, des associations et des collectivités engagés dans l'orientation, la formation et l'emploi.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2022 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n°2014-03 relatif au plan comptable général et plus spécifiquement au règlement n°2018-06 modifié par le règlement n°2020-08 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Amortissements des immobilisations	34	
Autres produits		92 728
TOTAL	34	92 728

Les immeubles de Paris et Bordeaux ont été historiquement enregistrés sans faire la distinction entre la partie foncière et bâtie des biens. Durant cet exercice, il a été procédé à la régularisation de la situation en ressortant la valorisation des terrains du prix historique des immeubles. Les terrains n'étant pas amortissables comptablement, il y a eu une reprise des amortissements qui correspondent à la part des terrains. Ainsi, cela a dégagé un produit exceptionnel de 92 728€.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	43 517		2 788	40 729
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 151 347		190 858	960 489
Immobilisations incorporelles	1 194 864		193 646	1 001 218
- Terrains		166 718		166 718
- Constructions sur sol propre	943 454		166 718	776 736
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	251 736		47 596	204 141
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	6 960			6 960
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	200 923	9 328	80 586	129 666
- Emballages récupérables et divers	14 649			14 649
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 417 722	176 046	294 900	1 298 869
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	194			194
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	4 957			4 957
Immobilisations financières	5 151			5 151
ACTIF IMMOBILISE	2 617 737	176 046	488 545	2 305 238

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste		166 718		166 718
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		9 328		9 328
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		176 046		176 046
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste		166 718		166 718
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	1	1		1
Scissions				
Mises hors service	193 645	128 181		321 826
Diminutions de l'exercice	193 646	294 900		488 545

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement	43 517		2 788	40 729
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 151 347		190 858	960 489
Immobilisations incorporelles	1 194 864		193 646	1 001 218
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	509 005	27 430	92 727	443 708
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	157 126	10 802	47 596	120 332
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	402	696		1 098
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	178 213	13 441	80 586	111 068
- Emballages récupérables et divers	6 935	4 883		11 818
Immobilisations corporelles	851 681	57 252	220 909	688 024
ACTIF IMMOBILISE	2 046 545	57 252	414 554	1 689 242

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 455 672 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	4 957		4 957
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	375 257	375 257	
Autres	44 945	44 945	
Charges constatées d'avance	30 512	30 512	
Total	455 672	450 715	4 957
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
USAGERS, PRODUITS NON FACTURES	24 030
Total	24 030

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	5 426 538				5 426 538
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves		61 399			61 399
Report à Nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	61 399	-61 399	410 588		410 588
Situation nette	5 487 937		410 588		5 898 525
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	5 487 937		410 588		5 898 525

La dotation non consommable est composée de :

- la dotation initiale de 4 484 140€, qui correspond à la donation du GSHH pour 4 403 991€ en 1992 et de la dévolution du patrimoine de l'Association JAE pour 80 149€ également en 1992.
- la dotation complémentaire de 142 579€, qui correspond à l'affectation spécifique dans un fonds de maintien du patrimoine en 1993 de 79 693€ et en 2005 de 62 886€.

Les autres fonds propres sans droit de reprise correspondent à :

- un apport réalisé par le GSHH pour lequel une renonciation au droit de reprise a été consenti en 2001 pour un montant de 304 898€.
- un apport réalisé par le GSHH pour lequel une renonciation au droit de reprise a été consenti en 2020 pour un montant de 942 135€.

Les actifs financés par un prélèvement sur la dotation non consommable sont les suivants :

- les locaux de Paris achetés en 2004. Ce sont des locaux commerciaux d'une surface de 153m². La valorisation de ce bien au 31 décembre 2022 est comprise dans la fourchette de 650 000€ à 850 000€. Ils figurent au bilan pour un montant brut de 658 000€, une valeur nette de 267 490€ et des amortissements de 390 510€.
- les locaux de Bordeaux achetés en 2014. C'est un appartement au rez-de-chaussée dont la valorisation au 31 décembre 2022 est comprise dans la fourchette de 350 000 à 370 000€. Il figure au bilan pour un montant brut de 285 453€, une valeur nette de 232 256€ et des amortissements de 53 197€.

Fonds dédiés

Subventions affectées

A l'ouverture de l'exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont remboursements.	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
Maraudes numériques	191 062	161 769			29 293	
Total	191 062	161 769			29 293	

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	35 000				228 233
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	345 030				287 068
Total	380 030				515 301
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		228 233	92 962		
Financières					
Exceptionnelles					

Les engagements de retraite ont été calculés selon les hypothèses suivantes :

- Convention collective : SYNTEC
- Taux d'actualisation : 3%
- Age de départ à la retraite : 62 ans
- Table de mortalité : INSEE 2018

Ainsi il ressort un montant d'engagement de 287 068€ au 31 décembre 2022.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 539 018 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	45 211	45 211		
Dettes fiscales et sociales	325 322	325 322		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	47 915	47 915		
Produits constatés d'avance	120 570	120 570		
Total	539 018	539 018		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS-FACT.NON PARV.	25 475
CONGES PAYES	95 932
AUTRES CHARGES DE PERS. A PAYER	43 259
CHARGES SOCIALES A PAYER S/CP	53 769
CHARGES SOCIALES - CHARGES A PAYER	38 545
FORMATION CONTINUE	254
USAGERS - AAE	9 949
Total	267 183

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	30 512		
Total	30 512		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D AVANCE	120 570		
Total	120 570		